



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 63.326/2
du 28 mai 2018

advies 63.326/2
van 28 mei 2018

sur

over

un projet d'arrêté royal 'relatif
au statut administratif du
personnel opérationnel de la
Protection civile'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot bepaling van het
administratief statuut van het
operationeel personeel van de
Civiele Bescherming'

Le 12 avril 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé de la Régie des bâtiments à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 15 juin 2018^(*), sur un projet d'arrêté royal 'relatif au statut administratif du personnel opérationnel de la Protection civile'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 28 mai 2018. La chambre était composée de Jacques JAUMOTTE, président du Conseil d'État, Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX, conseiller d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Roger WIMMER, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Jacques JAUMOTTE.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 28 mai 2018.

^(*) Par courriel du 16 avril 2018.

*

Op 12 april 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eersteminister en Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met de Regie der gebouwen verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 15 juni 2018^(*) een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel van de Civiele Bescherming'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 28 mei 2018. De kamer was samengesteld uit Jacques JAUMOTTE, voorzitter van de Raad van State, Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX, staatsraad, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Roger WIMMER, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Jacques JAUMOTTE.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 28 mei 2018.

^(*) Bij e-mail van 16 april 2018.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Comme il ressort du rapport au Roi qui précède l'arrêté royal du 20 septembre 2017 'modifiant l'arrêté royal du 10 juin 2014 déterminant les missions et les tâches de sécurité civile exécutées par les zones de secours et par les unités opérationnelles de la protection civile et modifiant l'arrêté royal du 16 février 2006 relatif aux plans d'urgence et d'intervention'¹,

« Le gouvernement a décidé de réorganiser la Protection civile. Cette réorganisation repose sur une adaptation de la répartition existante des missions avec les zones de secours, qui vont exécuter toutes les missions urgentes, la Protection civile se recentrant sur les missions spécialisées et/ou de longue durée ».

Par l'arrêté royal du 8 octobre 2017 'déterminant l'implantation des unités de la Protection Civile', le nombre d'unités opérationnelles de la Protection civile est également réduit, de six à deux.

Le présent projet d'arrêté fait partie de cette réorganisation de la Protection civile, laquelle entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Comme le précise son article 2, § 1^{er}, l'arrêté en projet ne s'appliquera pas à tous les membres du personnel professionnel de la Protection civile mais uniquement à ceux qui seront sélectionnés conformément aux articles 3 et 4 du projet d'arrêté royal 'comprenant diverses mesures relatives aux membres du personnel opérationnel de la Protection civile', qui fait l'objet, ce jour de l'avis n° 63.328/2.

Ce dernier fixe le nombre d'emplois ouverts dans les nouveaux grades opérationnels de la Protection civile (article 2), détermine comment les membres du personnel opérationnel de la Protection civile peuvent accéder aux nouveaux grades de la Protection civile (articles 3 et suivants) et fixe les règles selon lesquelles les membres non retenus sont réaffectés dans un des services du SPF Intérieur, dans d'autres services publics fédéraux ou à la police fédérale (articles 8 et suivants).

Il suit de ce qui précède que la réorganisation de la Protection civile aura des effets importants sur les conditions de travail de tous les membres du personnel professionnel de la Protection civile. Force est de constater que le rapport au Roi ne contient aucune justification particulière à ce sujet.

¹ *Moniteur belge*, 9 octobre 2017, p. 91493.

Or, comme l'a rappelé la section de législation,

« Dans l'hypothèse où les mesures du projet auraient pour effet de réduire le niveau de protection de certaines catégories de travailleurs en matière de droit du travail, il faut souligner que l'article 23 de la Constitution, qui garantit notamment le droit à des conditions de travail équitables, s'oppose en principe à l'adoption de normes qui, par rapport au niveau de protection offert par la réglementation applicable au moment où cet article constitutionnel est entré en vigueur, réduisent d'une manière sensible le degré de protection des droits qu'il reconnaît. Selon la Cour constitutionnelle, l'article 23 de la Constitution implique une obligation de standstill 'qui s'opposerait à ce que le législateur compétent réduise sensiblement le niveau de protection offert par la réglementation applicable, sans que soient présents à cette fin des motifs liés à l'intérêt général' ²⁻³ ».

Certes, la loi du changement ou de mutabilité autorise les pouvoirs publics à modifier à tout moment les règles d'organisation et de fonctionnement des services publics, ainsi que les conditions dans lesquelles les prestations sont fournies au public, afin d'adapter rapidement les services publics au progrès et à l'évolution des besoins à satisfaire.

Cependant, pour ce qui concerne les conditions d'exercice du droit à des conditions de travail équitables, l'auteur du projet ne peut pas imposer des limitations dont les effets seraient manifestement disproportionnés par rapport au but poursuivi ni, sans nécessité, des restrictions à l'égard de certaines catégories de personnes ⁴.

L'auteur du projet doit être en mesure de fournir une justification adéquate sur ce point.

2. Les articles 72 à 78 du projet transposent partiellement la directive n° 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 'concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail', pour ce qui concerne les membres du personnel volontaire de la protection civile.

² Voir l'avis n° 49.323/1 donné le 3 mars 2011 sur un avant-projet devenu la loi du 12 avril 2011 'modifiant la loi du 1^{er} février 2011 portant la prolongation de mesures de crise et l'exécution de l'accord interprofessionnel, et exécutant le compromis du Gouvernement relatif au projet d'accord interprofessionnel' (*Doc. parl.*, Chambre, 2010-2011, n° 53-1322/001, pp. 55 et 56) et l'avis n° 54.231/1 donné le 6 novembre 2013 sur un avant-projet devenu la loi du 26 décembre 2013 'concernant l'introduction d'un statut unique entre ouvriers et employés en ce qui concerne les délais de préavis et le jour de carence ainsi que de mesures d'accompagnement' (*Doc. parl.*, Chambre, 2013-2014, n° 53-3144/001, p. 113).

³ *Note de bas de page n° 15 du second avis cité* : C.C., 14 juillet 2004, n° 130/2004, B.5 ; C.C., 15 septembre 2004, n° 150/2004, B.12 ; C.C., 14 décembre 2005, n° 189/2005, B.9 ; C.C., 14 septembre 2006, n° 135/2006, B.10 ; C.C., 14 septembre 2006, n° 137/2006, B.7.1 ; C.C., 28 septembre 2006, n° 145/2006, B.5.1 ; C.C., 20 juin 2007, n° 87/2007, B.5 ; C.C., 31 juillet 2008, n° 114/2008, B.3 ; C.C., 1^{er} septembre 2008, n° 121/2008, B.11.1 ; C.C., 29 juillet 2010, n° 94/2010, B.6.2 ; C.C., 14 octobre 2010, n° 113/2010, B.3.2 ; C.C., 18 novembre 2010, n° 131/2010, B.8.2 ; C.C., 13 janvier 2011, n° 2/2011, B.4.2. Voir à cet égard également : M. BOSSUYT, « Artikel 23 in de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof », in W. RAUWS et M. STROOBANT (éds), *Sociale en economische grondrechten. Les droits économiques et sociaux*, Anvers-Louvain-La-Neuve, Intersentia, Anthemis, 2010, p. 64.

⁴ Voir C.C., 15 octobre 2015, n° 139/2015, B.10 à B.17.

Il conviendrait donc de compléter le projet, en tête de celui-ci, par une disposition précisant que l'arrêté transpose partiellement la directive n° 2003/88/CE⁵.

Selon l'article 2, paragraphe 1, de la directive n° 2003/88/CE, on entend par « temps de travail » « toute période durant laquelle le travailleur est au travail, à la disposition de l'employeur et dans l'exercice de son activité ou de ses fonctions, conformément aux législations et/ou pratiques nationales ».

L'article 72 du projet définit les notions de « temps de service », « repos », « service de garde en caserne » et « service de rappel ».

Le service de rappel est défini de la manière suivante (article 72, 4°, du projet) : « une période durant laquelle le membre du personnel volontaire se déclare disponible, sans devoir être à la caserne, pour donner suite à un appel pour une intervention. Seule la période relative à l'intervention est comptabilisée comme temps de service ».

Dans son arrêt n° C-518/15 du 21 février 2018, la Cour de justice de l'Union européenne a dit pour droit que

« [l']article 2 de la directive 2003/88 doit être interprété en ce sens que le temps de garde qu'un travailleur passe à domicile avec l'obligation de répondre aux appels de son employeur dans un délai de 8 minutes, restreignant très significativement les possibilités d'avoir d'autres activités, doit être considéré comme 'temps de travail' ».

Il s'ensuit que l'article 72 du projet ne transpose pas correctement la directive n° 2003/88/CE.

3. Les articles 86 à 96 du projet sont actuellement dépourvus de fondement juridique.

En effet, les dispositions relatives à l'exécution d'un test d'alcoolémie ou de détection de drogues, lesquelles constituent une ingérence dans le droit au respect de la vie privée, garanti par l'article 22 de la Constitution, ne peuvent pas trouver un fondement juridique suffisant dans l'article 156 de la loi du 15 mai 2007 'relative à la sécurité civile'⁶.

Ces articles ne sont donc pas examinés.

⁵ Voir notamment l'avis n° 55.165/2 donné le 6 février 2014 sur un projet devenu l'arrêté royal du 19 avril 2014 'relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours'.

⁶ Un avant-projet de loi portant des dispositions diverses Intérieur (au sujet duquel a été donné, le 12 février 2018, l'avis n° 62.767/2) prévoit l'insertion dans la loi du 15 mai 2007 d'un article 156/1 rédigé comme suit:

« Le SPF Intérieur peut, dans le cadre de l'imposition éventuelle d'une sanction disciplinaire, procéder à l'exécution d'un test d'alcoolémie ou de drogue auprès du personnel de la Protection civile aux conditions définies ci-après.

Le membre du personnel professionnel ou volontaire de la Protection civile qui présente des signes manifestes d'être sous l'influence d'alcool en service se soumet à un test d'haleine, à la demande de son supérieur hiérarchique. Le Roi fixe les modalités de l'exécution du test d'haleine.

Le membre du personnel professionnel ou volontaire de la Protection civile qui présente des signes manifestes de consommation de drogues en service se soumet à un test de détection de drogue, à la demande de son supérieur hiérarchique. Le Roi fixe les modalités de l'exécution du test de détection de drogues ».

4. Selon les documents joints à la demande d'avis, l'Inspecteur des Finances a, les 20 et 27 octobre 2017 et les 9 et 23 janvier 2018, remis un avis défavorable sur le projet et, par un courrier du 5 février 2018, la Ministre du Budget n'a pas donné son accord au projet.

Il résulte toutefois du dossier soumis à la section de législation que le Conseil des ministres s'est prononcé favorablement sur le projet lors de sa délibération du 4 avril 2018.

En conséquence, conformément à l'article 8 de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 'relatif au contrôle administratif et budgétaire', il y a lieu de remplacer l'alinéa 6 du préambule par l'alinéa suivant :

« Vu la délibération du Conseil des Ministres du 4 avril 2018 passant outre le défaut d'accord du Ministre du Budget ».

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 1^{er}, il n'y a pas lieu de viser le paragraphe 8 de l'article 43^{ter} des lois 'sur l'emploi des langues en matière administrative', coordonnées le 18 juillet 1966, celui-ci ne procurant pas de fondement légal au projet.

2. Les alinéas 2 et 4 ne constituent pas non plus un fondement légal au projet.

Il y a lieu de les mentionner sous la forme de considérants ⁷.

3. Le préambule doit être complété par le visa des arrêtés qui sont abrogés par l'article 109 du projet.

DISPOSITIF

Article 8

Cette disposition ne fait que répéter une exigence déjà de mise en application de l'article 156 de la loi du 15 mai 2007 'relative à la sécurité civile'.

Elle est, en conséquence, inutile et doit être omise.

Article 28

Aux alinéas 5 et 9, il convient, dans le texte français, de viser l'arrêté royal avec l'indication de sa date.

⁷ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 25.

Une observation analogue vaut pour la suite du projet.

Article 32

À l'alinéa 2, dans la version française, afin d'assurer la cohérence avec la version néerlandaise, il y a lieu de remplacer les mots « le volontaire spécialiste » par les mots « du volontaire spécialiste ».

Articles 75 et 76

La question se pose de savoir quelle autorité élabore le règlement d'ordre intérieur dont il est fait mention aux articles 75 et 76.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Zoals blijkt uit het verslag aan de Koning dat voorafgaat aan het koninklijk besluit van 20 september 2017 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 juni 2014 tot bepaling van de opdrachten en taken van civiele veiligheid uitgevoerd door de hulpverleningszones en de operationele eenheden van de Civiele Bescherming en tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 februari 2006 betreffende de nood- en interventieplannen’,¹

“heeft [de Regering] besloten om de Civiele Bescherming te reorganiseren. Deze reorganisatie steunt op een aanpassing van de bestaande verdeling van de opdrachten met de hulpverleningszones, die alle dringende opdrachten gaan uitvoeren, waarbij de Civiele Bescherming zich meer zal concentreren op de gespecialiseerde en/of langdurige opdrachten.”

Bij het koninklijk besluit van 8 oktober 2017 ‘tot bepaling van de vestiging van de eenheden van de Civiele Bescherming’, wordt het aantal operationele eenheden van de Civiele Bescherming bovendien teruggebracht van zes tot twee.

Voorliggend ontwerp van besluit maakt deel uit van die reorganisatie van de Civiele Bescherming, die zal ingaan op 1 januari 2019.

Zoals in artikel 2, § 1, van het ontworpen besluit bepaald wordt, zal dit besluit niet van toepassing zijn op alle leden van het beroepspersoneel van de Civiele Bescherming maar alleen op die leden die geselecteerd zullen worden conform de artikelen 3 en 4 van het ontwerp van koninklijk besluit ‘houdende diverse maatregelen betreffende de leden van het operationeel personeel van de Civiele Bescherming’ waarover vandaag advies 63.328/2 gegeven is.

Bij laatstgenoemd ontwerpbesluit wordt het aantal openstaande betrekkingen in de nieuwe operationele graden van de Civiele Bescherming vastgesteld (artikel 2), wordt bepaald op welke wijze de leden van het operationeel personeel van de Civiele Bescherming de nieuwe graden van de Civiele Bescherming kunnen verwerven (artikelen 3 en volgende) en wordt bepaald volgens welke regels de niet-weergehouden leden weder tewerkgesteld worden in een van de diensten van de FOD Binnenlandse Zaken, in andere federale overheidsdiensten of bij de federale politie (artikelen 8 en volgende).

¹ *Belgisch Staatsblad*, 9 oktober 2017, 91493.

Uit het voorgaande blijkt dat de reorganisatie van de Civiele Bescherming grote gevolgen zal hebben voor de arbeidsvoorwaarden van alle leden van het beroepspersoneel van de Civiele Bescherming. Op te merken valt dat in het verslag aan de Koning in dat verband geen enkele specifieke verantwoording gegeven wordt.

De afdeling Wetgeving heeft evenwel reeds op het volgende gewezen:

“Voor zover de in het ontwerp opgenomen maatregelen tot gevolg zouden hebben dat het arbeidsrechtelijk beschermingsniveau van bepaalde categorieën van werknemers wordt verminderd, dient erop te worden gewezen dat artikel 23 van de Grondwet, dat onder meer het recht op billijke arbeidsvoorwaarden garandeert, er zich in beginsel tegen verzet dat normen worden aangenomen waarbij de graad van bescherming van de rechten, die erdoor worden erkend, aanzienlijk zou worden verminderd ten opzichte van het beschermingsniveau in de wetgeving die van toepassing was de dag waarop dat grondwetsartikel in werking is getreden. Volgens het Grondwettelijk Hof impliceert artikel 23 van de Grondwet een standstill-verplichting ‘die eraan in de weg staat dat de bevoegde wetgever het beschermingsniveau dat wordt geboden door de van toepassing zijnde wetgeving in aanzienlijke mate vermindert, zonder dat daarvoor redenen zijn die verband houden met het algemeen belang.’”²⁻³.

Weliswaar is het de openbare diensten volgens de wet van de veranderlijkheid of van de mutabiliteit toegestaan om de regels inzake de organisatie en de werking van de openbare diensten en de voorwaarden van de dienstverlening aan het publiek te allen tijde te wijzigen, zodat de openbare diensten snel kunnen worden aangepast aan de vooruitgang en de evolutie van de behoeften waaraan moet worden voldaan.

Wat de uitoefeningsvoorwaarden van het recht op billijke arbeidsvoorwaarden betreft, mag de steller van het ontwerp evenwel geen beperkingen opleggen waarvan de gevolgen kennelijk onevenredig zijn met het nagestreefde doel, en mag hij evenmin, zonder noodzaak, beperkingen opleggen ten aanzien van bepaalde categorieën van personen.⁴

De steller van het ontwerp moet op dit punt een afdoende verantwoording kunnen geven.

² Zie advies nr. 49.323/1, dat op 3 maart 2011 gegeven is over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 12 april 2011 ‘houdende aanpassing van de wet van 1 februari 2011 houdende verlenging van de crisismaatregelen en uitvoering van het interprofessioneel akkoord, en tot uitvoering van het compromis van de Regering met betrekking tot het ontwerp van interprofessioneel akkoord’ (*Parl.St.* Kamer 2010-11, nr. 53-1322/001, 55 en 56) en advies nr. 54.231/1, dat op 6 november 2013 gegeven is over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 26 december 2013 ‘betreffende de invoering van een eenheidsstatuut tussen arbeiders en bedienden inzake de opzeggingstermijnen en de carenzdag en begeleidende maatregelen’ (*Parl.St.* Kamer 2013-14, nr. 53-3144/001, 113).

³ *Voetnoot 15 van het tweede geciteerd advies*: GwH 14 juli 2004, nr. 130/2004, B.5; GwH 15 september 2004, nr. 150/2004, B.12; GwH 14 december 2005, nr. 189/2005, B.9; GwH 14 september 2006, nr. 135/2006, B.10; GwH 14 september 2006, nr. 137/2006, B.7.1; GwH 28 september 2006, nr. 145/2006, B.5.1; GwH 20 juni 2007, nr. 87/2007, B.5; GwH 31 juli 2008, nr. 114/2008, B.3; GwH 1 september 2008, nr. 121/2008, B.11.1; GwH 29 juli 2010, nr. 94/2010, B.6.2; GwH 14 oktober 2010, nr. 113/2010, B.3.2; GwH 18 november 2010, nr. 131/2010, B.8.2; GwH 13 januari 2011, nr. 2/2011, B.4.2. Zie in dat verband ook: M. BOSSUYT, “Artikel 23 in de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof”, in W. RAUWS en M. STROOBANT (eds.), *Sociale en economische grondrechten. Les droits économiques et sociaux*, Antwerpen-Louvain-La-Neuve, Intersentia, Anthemis, 2010, p. 64.

⁴ Zie GwH 15 oktober 2015, nr. 139/2015, B.10 tot B.17.

2. De artikelen 72 tot 78 van het ontwerp voorzien in de gedeeltelijke omzetting van richtlijn 2003/88/EG van het Europees Parlement en de Raad van 4 november 2003 ‘betreffende een aantal aspecten van de organisatie van de arbeidstijd’, wat de vrijwillige personeelsleden van de Civiele Bescherming betreft.

Vooraan in het ontwerp zou dan ook een bepaling ingevoegd moeten worden waarin vermeld wordt dat het ontwerp voorziet in de gedeeltelijke omzetting van richtlijn 2003/88/EG.⁵

Volgens artikel 2, lid 1, van richtlijn 2003/88/EG wordt onder “arbeidstijd” “de tijd [verstaan] waarin de werknemer werkzaam is, ter beschikking van de werkgever staat en zijn werkzaamheden of functie uitoefent, overeenkomstig de nationale wetten en/of gebruiken”.

In artikel 72 van het ontwerp wordt een definitie gegeven van de begrippen “diensttijd”, “rust”, “wachtdienst in de kazerne” en “oproepbaarheidsdienst”.

Van de oproepbaarheidsdienst wordt de volgende definitie gegeven (artikel 72, 4°, van het ontwerp): “een periode waarin het vrijwillige personeelslid, zonder in de kazerne te moeten zijn, zich beschikbaar verklaart om gevolg te geven aan een oproep voor een interventie. Enkel de periode van de interventie wordt als diensttijd aangerekend.”

In zijn arrest nr. C-518/15 van 21 februari 2018 heeft het Hof van Justitie van de Europese Unie voor recht gezegd dat artikel 2 van richtlijn 2003/88 “aldus moet worden uitgelegd dat de thuiswachtdienst die door een werknemer wordt verricht, waarbij deze verplicht is om binnen acht minuten gehoor te geven aan oproepen van zijn werkgever, zodat zijn mogelijkheid om andere activiteiten te ondernemen zeer sterk wordt beperkt, als „arbeidstijd” aangemerkt moet worden”.

Daaruit volgt dat richtlijn 2003/88/EG bij artikel 72 van het ontwerp niet correct omgezet wordt.

3. Voor de artikelen 86 tot 96 van het ontwerp is thans geen rechtsgrond te vinden.

Voor de bepalingen betreffende het uitvoeren van een alcohol- of drugtest, die een inmenging vormen in het recht op de eerbiediging van het privéleven, dat gewaarborgd wordt bij artikel 22 van de Grondwet, is immers geen toereikende rechtsgrond te vinden in artikel 156 van de wet van 15 mei 2007 ‘betreffende de civiele veiligheid’.⁶

⁵ Zie inzonderheid advies 55.165/2, dat op 6 februari 2014 gegeven is over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 19 april 2014 ‘tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones’.

⁶ Volgens een voorontwerp van wet houdende diverse bepalingen Binnenlandse Zaken (waarover op 12 februari 2018 advies 62.767/2 gegeven is) zou in de wet van 15 mei 2007 een artikel 156/1 ingevoegd worden, luidende:
“De FOD Binnenlandse Zaken kan in het kader van het eventueel opleggen van een tuchtsanctie, overgaan tot het uitvoeren van een alcohol- of drugtest bij de leden van de Civiele Bescherming onder de hierna bepaalde voorwaarden.

Die artikelen worden dan ook niet onderzocht.

4. Volgens de documenten die bij de adviesaanvraag zijn gevoegd heeft de inspecteur van Financiën op 20 en 27 oktober 2017 en op 9 en 23 januari 2018 over dit ontwerp een ongunstig advies uitgebracht over het ontwerp en heeft de minister van Begroting zich per brief van 5 februari 2018 niet akkoord verklaard met het ontwerp.

Uit het dossier dat aan de afdeling Wetgeving overgezonden is, blijkt evenwel dat de Ministerraad zich tijdens zijn vergadering van 4 april 2018 gunstig uitgesproken heeft over het ontwerp.

Bijgevolg moet, overeenkomstig artikel 8 van het koninklijk besluit van 16 november 1994 'betreffende de administratieve en begrotingscontrole' het zesde lid van de aanhef vervangen worden door het volgende lid:

“Gelet op het besluit van de Ministerraad van 4 april 2018 waarbij wordt voorbijgegaan aan de niet-akkoordbevinding van de Minister van Begroting.”

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. In het eerste lid behoort niet naar artikel 43ter, § 8, van de wetten 'op het gebruik van de talen in bestuurszaken', gecoördineerd op 18 juli 1966, verwezen te worden, aangezien die bepaling geen rechtsgrond oplevert voor het ontwerp.

2. Het tweede en het vierde lid vormen evenmin een rechtsgrond van het ontwerp.

Die leden dienen in de vorm van een overweging gesteld te worden.⁷

3. De aanhef moet aangevuld worden met de vermelding van de besluiten die bij artikel 109 van het ontwerp opgeheven worden.

Het vrijwillig of het beroepspersoneelslid van de Civiele Bescherming dat tijdens de dienst kennelijke tekenen vertoont van onder invloed van alcohol te zijn, onderwerpt zich op vraag van zijn hiërarchische meerdere aan een ademtest. De Koning bepaalt de nadere regels voor de uitvoering van de ademtest.

Het vrijwillig of het beroepspersoneelslid van de Civiele Bescherming dat tijdens de dienst kennelijke tekenen vertoont van onder invloed te zijn van drugs, onderwerpt zich op vraag van zijn hiërarchische meerdere aan een drugtest. De Koning bepaalt de nadere regels voor de uitvoering van de drugtest.”

⁷ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 25.

DISPOSITIEF

Artikel 8

Deze bepaling vormt louter een herhaling van een vereiste dat reeds geldt met toepassing van artikel 156 van de wet van 15 mei 2007 'betreffende de civiele veiligheid'.

Die bepaling is bijgevolg overbodig en moet vervallen.

Artikel 28

In de Franse tekst van het vijfde en het negende lid dient naar het koninklijk besluit verwezen te worden met opgave van de datum ervan.

Een soortgelijke opmerking geldt voor het vervolg van het ontwerp.

Artikel 32

Met het oog op de overeenstemming met de Nederlandse tekst dienen in de Franse tekst van het tweede lid de woorden "le volontaire spécialiste" vervangen te worden door de woorden "du volontaire spécialiste".

Artikelen 75 en 76

De vraag rijst door welke overheid het huishoudelijk reglement opgesteld wordt waarvan in de artikelen 75 en 76 sprake is.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ÉTAT –
DE VOORZITTER VAN DE RAAD VAN STATE

Béatrice DRAPIER

Jacques JAUMOTTE